

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 15/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE**

261 Bd Voltaire  
75011 Paris

Références : VAT20240525  
Code AIOT : 0010002231

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE implanté 15 route de Foëcy 18100 Vierzon. L'inspection a été annoncée le 14/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE
- 15 route de Foëcy 18100 Vierzon
- Code AIOT : 0010002231
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JACOBI CARBONS FRANCE est spécialisée dans la production de charbon actif, en grain ou en poudre. La société a été autorisée à étendre la fabrication de charbon actif, situé 15 route de Foëcy à Vierzon par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2002, complété par l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 et modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 13 octobre 2015 et 9 novembre 2016.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Air
- AN24 Sécheresse
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	NC1* VI 23/06/20	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.4.2.	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.7.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
8	Mesures de prévention et de protection	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.2.8	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Mesures de prévention et de protection	Autre du 24/07/2007, article Règlement Ae 2-3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesures de prévention et de protection	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.2.3.	Susceptible de suites	Sans objet
4	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.1	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.2	/	Sans objet
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.2.3.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.2.3.4	/	Sans objet
9	Restriction des usages de l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1\* VI 23/06/20

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 29/09/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après dans les zones à émergences réglementées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) si supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB {A}, l'émergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés est de 6 dB (A) et l'émergence admissible de 22h à 7h dimanches et jours fériés est de 4 dB (A);</li> <li>- Le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) si supérieur à 45 dB {A}, l'émergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés est de 5 dB (A) et l'émergence admissible de 22h à 7h dimanches et jours fériés est de 3 dB (A).</li> </ul> <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).</p> <p>Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Limites contiguës à la parcelle n°249a, le niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété en période diurne 65 dB(A) et en période nocturne 55 dB(A);</li> <li>- Autres limites de l'établissement, le niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété en période diurne 70 dB(A) et en période nocturne 60 dB(A).</li> </ul>

[...]

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

**Constats :**

Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport des mesures de niveaux sonores effectuées le 28 juin 2023 par la société Apave de Bourges. L'inspection a consulté ce rapport et a constaté un dépassement de l'émergence sonore en période nocturne au niveau d'une zone à émergence réglementée (point n°6). Le rapport Apave précisé qu'aucune tonalité marquée n'a été détectée.

Au vu des résultats de la campagne de mesures du 28/06/23, les dispositions prises par l'exploitant en 2022, ne s'avèrent pas suffisantes.

L'exploitant avait indiqué à l'inspection qu'il allait faire faire une étude sonore approfondie afin de définir les mesures à mettre en place pour résorber les dysfonctionnements observés en zone à émergence réglementée. L'exploitant précise à l'inspection qu'aucune plainte du voisinage n'a été formulée.

Lors de la visite du 11 septembre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection que la prestation étude sonore, a été réalisé le 3 septembre 2024. Le rapport APAVE de cette prestation n'a pas encore été édité. Cependant, l'exploitant a indiqué à l'inspection que la principale mesure à mettre en place consisterait à maintenir la porte de l'atelier Vita en position fermée (hors manœuvre) ceci permettrait de gagner 2 à 3 dB.

**Constat : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de l'étude sonore réalisée le 3 septembre 2024 et procédera à une nouvelle mesure des niveaux sonores au point n°6 après la mise en place de la recommandation issue de l'étude précitée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 2 : Mesures de prévention et de protection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.2.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Installations électriques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

[...]

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défaut relevé dans les délais les plus brefs.

[...]

Les rapports de contrôles des installations électriques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'exploitant a remis à l'inspection le rapport général de contrôles des installations électriques de l'établissement réalisés en date du 13 au 24 mars 2023 par la société Apave Bourges (R098192.02.62.23.M.001.ELAR.001). L'inspection a consulté ce rapport et a constaté que 33 anomalies ont été relevées dont 9 pour la première fois.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la société CEC de Bourges doit intervenir le 10 octobre 2023 pour résorber une partie des constats relevés ci-dessus. L'exploitant a précisé à l'inspection que certains travaux ne peuvent être réalisés que lors d'un arrêt complet des installations qui doit se faire en fin d'année 2023.

Lors de la visite du 11 septembre 2024, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées les justificatifs de mise en conformité des installations électriques.

L'exploitant a également remis à l'inspection le rapport Q18 du 29/02/24 de la société Apave. Ce rapport fait apparaître 9 anomalies. Ces anomalies ont fait l'objet d'une mise en conformité, les justificatifs ont été fournis à l'inspection.

L'exploitant a précisé à l'inspection que les observations émises par la société Apave sur le rapport général de contrôles ont fait l'objet de mise en conformité.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.7.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Equipement - définition des moyens

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de

l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.

Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA ou de

moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation.  
Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.  
L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

**Constats :**

Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection que l'établissement dispose de 238 extincteurs, 31 RIA, 66 BAES et 15 trappes de désenfumage. Ces différents équipements sont adaptés aux risques à défendre et bien répartis. Ils sont contrôlés annuellement.

L'exploitant a transmis les rapports de contrôles des équipements de sécurité finalisés le 28 juillet 2023. L'inspection des installations classées a consulté les rapports et a constaté que : 12 blocs éclairage sécurité, 4 RIA ainsi deux systèmes de désenfumage, doivent être remplacés.  
L'exploitant a transmis à l'inspection les justificatifs de mise en conformité des RIA et des BAES défaillants en 2023.

Lors de la visite du 11 septembre 2024, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées les rapports de contrôle des équipements de sécurité réalisés par la société ABC en juillet 2024.

L'inspection des installations classées a consulté les rapports et a constaté que :

- 5 blocs éclairage sécurité doivent être remplacés,
- 1 RIA doit être remis en état,
- les systèmes de désenfumage n°12 et 13 doivent être remis en état.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les travaux de mise en conformité sont prévus les 25 et 26 septembre 2024.

**Constat : Les équipements de sécurité incendie ne sont pas maintenus en bon état.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 4 : Prévention de la pollution de l'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs

limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies.

[...] "se reporter aux VLE de l'article 3.1.6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2002, pour les rejets d'eaux pluviales et d'eaux industrielles".

**Constats :**

Lors de la visite du 11 septembre 2024, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées des résultats d'analyses des rejets du système de traitement, réalisées en 2024.

L'inspection des installations classées a constaté qu'aucun dépassement des VLE n'a été observé. Les résultats sont conformes.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que la surveillance des rejets n'est réalisée que lorsqu'il y a des rejets. En effet, la station de traitement des effluents fonctionne en permanence mais les rejets n'ont lieu que suivant l'atteinte du niveau haut. Par conséquent, les mesures ne sont réalisées que lorsque les rejets sont effectifs.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.6.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Programme de surveillance des rejets EP et EI

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant [voir article 3.1.6.3.1 et 3.1.6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23/10/2002] la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées ci-dessous concernant d'une part la surveillance qu'il effectue (autosurveillance) et d'autre part des opérations de mesures comparatives pour les eaux industrielles (EI).

[...]

les eaux pluviales	- Une mesure triennale
les eaux industrielles	- Surveillance en continu des paramètres : température, pH et débit, - Surveillance journalière, sur un échantillon prélevé sur 24 heures proportionnellement au débit, des paramètres : MES et phosphore, - Surveillance hebdomadaire des paramètres : DCO et métaux, - Surveillance trimestrielle des autres paramètres, - Mesure comparative : annuelle pour tous les paramètres.

**Constats :**

Lors de la visite du 11 septembre 2024, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées



les résultats d'analyses des eaux pluviales et industrielles.

L'inspection a constaté que les paramètres contrôlés ainsi que les fréquences des mesures prescrites sont respectés.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.2.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des rejets atmosphériques

##### **Prescription contrôlée :**

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement éventuel et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux qui suivent, en fonction des exutoires :

Exutoires des Fours d'activation physique (en aval du traitement)		
Paramètres	Valeurs limites par exutoire	
	Concentration maximale autorisée	Flux maximal
Poussières	100 mg /Nm3	1 kg/heure
CO	100 mg /Nm3	1 kg/heure
SOx, exprimés en SO2	300 mg/Nm3	3 kg/heure
COV hors méthane	110 mg/Nm3	1 kg/heure

Exutoires des zones d'imprégnation du charbon actif		
Paramètre	Valeurs limites par exutoire	
	Concentration maximale autorisée	Flux maximal
Ammoniac	50 mg /Nm3	0.5 kg/heure

[...]

##### **Constats :**

Lors de la visite du 11 septembre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, que les mesures envisagées le 28 août 2024 n'ont pas pu être réalisées, car le four n'était pas en service. La campagne de mesures est donc reportée en fin d'année 2024.

L'inspection a consulté le rapport de mesures des rejets atmosphériques réalisés en 2023 et a constaté qu'aucune observation n'a été émise par l'organisme de contrôle (Apave). L'ensemble des résultats est conforme.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.2.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Programme de surveillance des rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser à ses frais une campagne de mesure annuelle intégrant une mesure sur chacun des exutoires cités précédemment.

Les mesures sont réalisés par un organisme accrédité pour les mesures relatives aux grandeurs mesurées ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les mesures relatives à ces grandeurs pour réaliser les opérations de prélèvement et d'analyse.

**Constats :**

Lors de la visite du 11 septembre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, que les mesures envisagées le 28 août 2024 n'ont pas pu être réalisées, car le four n'était pas en service. La campagne de mesures est donc reportée en fin d'année 2024.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Mesures de prévention et de protection

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.2.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inondations

**Prescription contrôlée :**

L'altitude des équipements importants pour la sécurité est supérieure à la côte de la crue centennale. L'exploitant prend toute disposition pour pouvoir en cas de montée des eaux :

- évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourrait avoir un impact sur l'environnement,
- arrêter et mettre en sécurité ses installations.

**Constats :**

Lors de la visite du 11 septembre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, que le site a subi deux inondations (mai 2001 et juin 2016). Cela a impliqué une coupure de l'alimentation électrique de l'établissement donc l'arrêt de l'activité.

L'exploitant a indiqué que suite à ces événements, des batardeaux ont été mis en place pour protéger le stockage de certains produits, la station de traitement des eaux industrielles et le forage d'alimentation en eau pour le process. L'exploitant a précisé qu'une organisation de

<p>gestion de crise a été mis en place suite à l'événement de juin 2016. Un document a été établi. L'inspection des installations classées a consulté le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) Arnon, Cher et Yèvre à Vierzon. L'inspection a constaté que la cote des plus hautes eaux (cote de la crue centennale) au niveau du site JACOBI est de 103,75 m NGF. Voir aussi point de contrôle n°10.</p> <p><b>Constat : L'exploitant transmettra à l'inspection le document relatif à l'organisation de gestion de crise en cas d'inondation.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 9 : Restriction des usages de l'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restriction des usages de l'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <div> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I) Les installations classées [...], sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci- après, aux dispositions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site;</li> <li>- alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %;</li> <li>- alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %;</li> <li>- crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>III) Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.</p> <p>[...]</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p> </div>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 11 septembre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, qu'aucun niveau de gravité donnant lieu à des mesures de restrictions des usages de l'eau n'a été observé depuis le début de l'année 2024 jusqu'à ce jour. L'inspection a constaté qu'aucun seuil de gravité n'a été franchi depuis le début de l'année 2024.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Mesures de prévention et de protection**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/07/2007, article Règlement Ae 2-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, PPRI « Arnon, Cher et Yèvre » à Vierzon</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2 - Règlement Approuvé le 24 juillet 2007 Modifié le 27 mars 2014 Ae-2-3 : Mesures de prévention obligatoires</p> <p>Les mesures suivantes doivent être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs, dans un délai de 5 ans suivant l'approbation du P.P.R.</p> <p>Le stockage de produits dangereux ou polluants, lorsqu'il est nécessaire aux activités autorisées ou à celles existant dans la zone à la date d'approbation du P.P.R, doit être réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit dans des récipients étanches, enterrés et ancrés ; l'ancrage devra être calculé de façon à résister à la pression hydrostatique correspondant aux plus hautes eaux connues ;</li> <li>• soit dans des récipients étanches, suffisamment lestés ou arrimés au sol par des fixations résistant à la crue ;</li> <li>• soit dans des récipients étanches, situés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.</li> </ul> <p>Dans tous les cas, les orifices de remplissage doivent être étanches et les débouchés de tuyaux d'évents doivent être placés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.</p> <p>Le stockage des autres produits, quelle que soit leur nature, doit être réalisé de façon à ce qu'en cas de crue leur ancrage soit calculé pour résister à la vitesse du courant et la pression hydrostatique correspondant aux plus hautes eaux connues.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 11 septembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les produits dangereux ou polluants sont stockés sous abri et placés en surélévation par rapport au terrain naturel. L'inspection a constaté la présence de batardeaux pour le stockage de certains produits, la station de traitement des eaux industrielles et le forage d'alimentation en eau pour le process.</p> <p>Cependant, aucune indication ne permet de s'assurer que les stockages sont étanches et placés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.</p> <p><b>Constat :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs permettant de répondre aux prescriptions du règlement « zone Ae-2-3 » du Plan de Prévention des Risques Inondation « Arnon,</p>

<b>Cher et Yèvre » à Vierzon.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours